

### *Le libre-échange*

C'est le défi que les industries culturelles ont dû relever dans notre pays par le passé. C'est malheureusement celui qu'elles devront relever à l'avenir.

L'accord renferme toujours la disposition incroyablement ambiguë et néfaste qui reconnaît aux États-Unis, malgré les autres dispositions de l'accord, le droit de prendre des mesures contre nous en réaction à des initiatives culturelles que nous pourrions prendre conformément à l'accord.

Il y a des capitulations majeures dans le domaine du développement économique. La Chambre de commerce de l'Atlantique nous a dit nettement s'inquiéter de ce que deviendront nos programmes de développement régional, et elle ne peut à cause de cela approuver l'accord. Elle affirme dans son mémoire: «La Chambre de commerce de l'Atlantique craint, par conséquent, que les termes de l'accord de libre-échange n'empêchent le gouvernement fédéral de mettre en oeuvre ses programmes qui tendent de résoudre le grave problème du sous-développement régional.» Le mémoire ajoute que la Chambre de commerce des provinces de l'Atlantique est d'avis que le gouvernement canadien ne peut abandonner dans des négociations son droit de venir en aide aux entreprises et industries des régions économiquement défavorisées du pays.

Nos pertes sont lourdes également en ce qui concerne l'accord sur l'automobile, et d'autres pertes causent un tort sérieux à l'agriculture. Le président de l'association des producteurs de fruits de la Colombie-Britannique, par exemple, pose la question suivante: «La ferme familiale n'a-t-elle plus d'importance?» Le dirigeant du Syndicat national des cultivateurs affirme: «En fin de compte, les producteurs agricoles obtiendront moins pour leurs produits.» Cela arrivera à un moment où l'on peut faire le rapprochement entre les problèmes économiques des agriculteurs et les pratiques destructrices et voraces des États-Unis et des pays de la communauté économique. Ces pratiques ne cesseront pas à la signature de cet accord.»

Dans l'ensemble, c'est une mauvaise affaire pour les citoyens ordinaires. C'est un marché peu équitable pour la famille canadienne moyenne. Je trouve cet accord inacceptable pour les Canadiens, comme le prouveront les prochaines élections à tous les députés.

Le plus regrettable, c'est qu'il y avait une autre possibilité, comme le premier ministre l'a dit au chef de l'opposition officielle (M. Turner) pendant ce débat mémorable. Il avait absolument raison de dire ceci: «Oui, vous aviez le choix». Dans ce cas-ci, le gouvernement avait et a toujours le choix, mais il n'opéra pas en faveur de l'autre possibilité parce qu'il porte des oeillères.

Je voudrais parler brièvement de ce que je considère comme certains des éléments essentiels de cette autre possibilité. En premier lieu, il est possible et nécessaire de s'attaquer directement aux mesures protectionnistes américaines et de les affronter une à une. Si nous avions fait quelque chose au sujet du bois d'oeuvre et mobilisé toutes nos ressources, l'issue de cette affaire aurait été plus heureuse qu'elle ne l'a été, car la solution adoptée est terriblement injuste.

Je crois qu'il est possible de conclure des accords sectoriels avec les États-Unis. En ce qui concerne l'industrie chimique, par exemple, des entreprises canadiennes de ce secteur ont fait savoir qu'elles seraient très intéressées à conclure avec les

États-Unis un quelconque arrangement sectoriel. C'est le genre de chose que nous jugeons important d'explorer. Cela s'applique aussi aux pièces d'ordinateurs. Il y avait un arrangement sectoriel concernant les pièces d'ordinateurs, et le gouvernement s'en est débarrassé quand il a tenté de prendre des mesures de représailles contre les États-Unis dans l'affaire du bardeau. Ce genre d'arrangement sectoriel est également intéressant.

• (1650)

On pourrait passer en revue une foule de secteurs différents de notre économie dans lesquels il serait possible d'en arriver à des arrangements comme le Pacte de l'automobile, comprenant des garanties, assurant la protection de nos travailleurs et de nos localités, arrangements qui nous donneraient la possibilité de bénéficier du marché américain, sans pour autant accorder les concessions démesurées que nous avons consenties dans le cadre de cet accord commercial.

Je crois que l'Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers, mieux connu sous le sigle GATT, est un élément important de ce que notre parti a toujours préconisé en fait de négociations permettant de libéraliser les échanges commerciaux dans le monde entier. Tous les pays qui participent à ces négociations sont égaux. Cette égalité est en soi extrêmement importante. J'ai assisté au lancement de la dernière ronde de négociations du GATT, et je signale que c'est une tribune à laquelle nous sommes en mesure d'exercer une influence considérable. Dans ce groupe, le Canada est pris très au sérieux. Dans le cadre de ces négociations, il nous serait possible de chercher à faire réduire les subventions que les États-Unis accordent en vertu de leur législation commerciale; nous pourrions également chercher à obtenir que tous les pays se mettent d'accord sur une série de règles, et nous pourrions compter sur des alliés dans cet effort en vue de réaliser l'égalité commerciale que nous préconisons.

Cette approche m'apparaît tellement plus raisonnable que cette relation directe que nous avons tenté d'établir avec un pays qui est tellement plus gros, tellement plus puissant que le nôtre sur le plan économique. Ce pays a d'ailleurs réussi à nous arracher toutes sortes de concessions, et je suis certain que cela ne serait pas arrivé dans le cadre des négociations du GATT, où nous aurions pu compter sur le Japon, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Italie comme alliés dans une tentative pour enrayer le protectionnisme qui sévit aux États-Unis.

Le plus important est cependant que le gouvernement prenne l'initiative pour faire en sorte que notre pays acquière la compétence technologique voulue dans certains domaines-clés des secteurs de l'industrie et des services. Nous devons faire en sorte que nous aurons un ensemble de secteurs économiques efficaces et concurrentiels en mettant sur pied des programmes de formation, en insistant sur les sciences et la technologie et en prenant bon nombre d'autres mesures, ce qu'un gouvernement qui n'a pas sacrifié l'avenir du pays dans le cadre d'une telle entente commerciale pourrait faire. Je veux parler de mécanismes comme des lignes de conduite pour les achats de l'État et la conclusion d'ententes avec les diverses entreprises qui jouent un rôle clé dans notre commerce avec les États-Unis et les autres pays du monde. Cela nous permettrait de fixer des règles sur la participation canadienne. Cela nous permettrait d'imposer certaines conditions aux investisseurs